

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES**

**MARCHÉ DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES (MAPA)**

---

**Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage pour le renouvellement  
d'un marché maintenances multi techniques pour Centre de  
la Tour de Gassies (33 523 Bruges)**

---

2025-016












Date et heure limites de réception des offres :  
**16 octobre 2025 à 12 heures**

**Avec visite obligatoire 2 octobre 2025 à 14 h**

Date prévisionnelle pour la négociation : **23 octobre 2025**  
**A partir de 9 heures**

**UGECAM Aquitaine**  
100 RUE DE LA TOUR DE GASSIES  
CS 10003  
33523 BRUGES CEDEX

## L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	<b>Objet</b>	Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage pour le renouvellement d'un marché multi-maintenances techniques pour l'établissement de Gassies (33 523 Bruges)
	<b>Type de contrat</b>	Marché privé soumis au code de la commande publique
	<b>Nombre de lots</b>	Non alloti
	<b>Tranches optionnelles</b>	tranches optionnelles
	<b>Clauses sociales</b>	Sans
	<b>Clauses environnementales</b>	avec
	<b>Durée / Délai</b>	Défini par tranche, et par éléments de mission
	<b>Reconduction</b>	
	<b>Prix</b>	Prix global forfaitaire
	<b>Variation des prix</b>	Avec
	<b>Avance</b>	Sans

## SOMMAIRE

PARTIE 1 – PARTIE ADMINISTRATIVE.....	5
1 - Dispositions générales du contrat .....	5
1.1 Contexte et enjeux .....	5
1.2 Objet du contrat .....	5
1.3 Phasage de la prestation .....	6
1.2 - Décomposition du contrat .....	6
1.3 - Réalisation de prestations similaires .....	6
2 - Pièces contractuelles .....	6
3 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	7
4 - Protection des données à caractère personnel.....	7
5 - Durée et délais d'exécution .....	8
5.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations .....	8
5.2 - Durée du contrat.....	8
5.3 - Délais d'exécution.....	8
5.4 - Délais d'exécution des tranches .....	9
6 - Prix .....	9
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	9
6.2 - Modalités de variation des prix .....	9
7 - Garanties Financières .....	9
8 - Avance.....	10
9 - Modalités de règlement des comptes .....	10
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	10
9.2 - Présentation des demandes de paiement.....	10
9.3 - Délai global de paiement .....	11
9.4 - Paiement des cotraitants.....	12
9.5 - Paiement des sous-traitants .....	12
10 - Conditions d'exécution des prestations .....	12
11 - Développement durable .....	12
12 - Constatation de l'exécution des prestations .....	12
12.1 - Vérifications .....	12
12.2 - Décision après vérification.....	12
13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle.....	12
14 – Pénalités de retard.....	13
15 - Assurances .....	13
16 - Résiliation du contrat.....	13
16.1 - Conditions de résiliation .....	13
16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	13
17 - Règlement des litiges et langues .....	13
18 - Dérogations.....	14
PARTIE 2 – PARTIE TECHNIQUE.....	14
19 - Contexte.....	14
19.1 – Description du site .....	14
19.2 – Périmètre technique couvert.....	14
19.3 – Achat d'énergie .....	15
20 – Compétences attendues .....	15
21 – Obligations du maître de l'ouvrage .....	15

22 – le contenu de la mission .....	15
22.1 Analyse des besoins .....	16
22.2 – Recensement des installations : .....	16
22.3 – Elaboration de la stratégie de renouvellement .....	16
22.4 – Planification de la prestation de maintenance .....	16
22.5 – Elaboration du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) : .....	17
22.6 – Assistance à la passation de la consultation du marché ou des marchés .....	17
22.7 – Etapes de fin de marché .....	17
22.8 – Mise en œuvre du nouveau marché et démarrage opérationnelle .....	17
22.9 – Tranche conditionnelle : Bilan d'exécution du marché au terme de la première année...17	
23 – Les phases de la mission – rendus - délais.....	18
24 - Clauses complémentaires .....	19
24.1 - Communications réglementaires .....	19
24.2 - Clause de divisibilité.....	19
24.3 - Notification par le biais du profil d'acheteur.....	19
25 - Règlement des litiges et langues .....	19
25.1 - Règlement à l'amiable des différends .....	19
25.2 - Règlement judiciaire des différends .....	19
25.3 - Langues .....	20

#### Définitions :

- Acheteur: L'acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté
- Titulaire: Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
- Prestation: La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.
- Délais: Les délais exprimés en jours désignent des jours calendaires, sauf précision contraire

## **PARTIE 1 – PARTIE ADMINISTRATIVE**

### **1 - Dispositions générales du contrat**

#### **1.1 Contexte et enjeux**

Le marché actuel arrive à échéance le 31/12/2026. Le Centre de la Tour de Gassies souhaite renouveler ce marché dans un souci :

- De la mise à jour de l'état des lieux des dispositifs techniques et de sécurité
- D'amélioration de la performance technique et énergétique
- De la maîtrise des coûts
- De la mise en œuvre d'une programmation et d'une conduite des prestations préventive et curative
- D'amélioration de la qualité de service
- Du respect des obligations réglementaires et environnementales

#### **1.2 Objet du contrat**

Les stipulations du présent Cahier des clauses particulières (CCP) concernent : L'assistance à la Maîtrise d'Ouvrage pour le renouvellement d'un marché de maintenance multi techniques pour l'établissement de Gassies (33 523 Bruges).

La mission d'AMO vise à accompagner l'établissement tout au long du processus de renouvellement du marché, la phase de la reddition des comptes, l'entrée dans les lieux du nouveau ou des nouveaux prestataires, et de manière optionnelle la première année du marché.

L'analyse des besoins et le bilan du marché actuel ont pour objet :

- d'évaluer l'intérêt et la pertinence de joindre les locaux du Siège (100 rue de la Tour de Gassies, Bruges), au marché à renouveler ou un autre type de marché.
- D'évaluer la pertinence des corps techniques à intégrer ou non au marché multitechnique

Le marché multi technique encours d'exécution arrive à échéance le 31/12/2026. L'UGECAM Aquitaine souhaite renouveler le marché multi technique de Gassies, (Bruges).

#### Lieu(x) d'exécution :

- Centre de la Tour de Gassies : rue de la Tour de Gassies 33520 Bruges
- Ugecam Aquitaine siège - 100 rue de la Tour de Gassies 33520 Bruges

### **1.3 Phasage de la prestation**

La mission d'AMO est décomposée selon les phases suivantes :

N° articles	Phases de la mission
22.1	Analyse des besoins
22.2	Recensement des installations
22.3	Analyse stratégique et définition du marché renouvelé
22.4	Planification des prestations
22.5	Elaboration Dossier de Consultation des Entreprises (DCE)
22.6	Assistance à la passation de la consultation du ou des marchés
22.7	Etapes de fin de marché
22.8	Mise en œuvre du nouveau marché et démarrage opérationnel

En tranche conditionnelle :

22.9	Bilan d'exécution du marché au terme de la première année (tranche optionnelle)
------	---------------------------------------------------------------------------------

### **1.2 - Décomposition du contrat**

Le présent marché est composé d'un lot unique.

Les prestations comprennent une tranche optionnelle :

Tranche(s)	Désignation
TO1	Suivi d'exécution du marché multitechnique lors de la 1ere année d'exécution

### **1.3 - Réalisation de prestations similaires**

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

## **2 - Pièces contractuelles**

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes :
  - o annexe 1: Clause de confidentialité
  - o annexe 2: Clause RGPD
  - o annexe 3: Livret de sécurité du prestataire
  - o annexe 4: La décomposition des prix forfaitaires (DPF)
- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- L'arrêté du 19 juillet 2018 modifié portant réglementation sur les marchés des organismes de sécurité sociale
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat

En cas de litige, seuls les exemplaires conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur des pièces particulières, ci-dessus énoncées, font foi. Le CCAG-FCS, bien que non joint au marché, est réputé parfaitement connu du Titulaire.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le Titulaire ne peut s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux, des conditions générales ou particulières du Titulaire, .... Hormis celles issues de dispositions légales impératives.

Il est formellement convenu entre les Parties que toute tolérance ou renonciation d'une des Parties, dans l'application de tout ou partie des engagements prévus au Contrat, quelles que puissent en être la fréquence et la durée, ne saurait valoir modification du Contrat, ni être susceptible de créer un droit quelconque.

Chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du Contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 du Code civil.

#### **Modifications des pièces contractuelles du marché**

Après sa notification, le marché est éventuellement modifié conformément aux dispositions des articles L.2194-1, L.2194-2 et R.2194-1 à 10 du code de la commande publique. Les modifications peuvent donner lieu à la conclusion d'un ou plusieurs avenants qui seront chacun annexés à l'Acte d'engagement, sauf dispositions contraires stipulées au présent CCP.

En outre, en application des articles L.2711-1 à L.2711-8 et R. 2194-1 dudit code, lorsque les conditions économiques du contrat sont susceptibles d'être affectées par l'évolution d'une crise sanitaire majeure, comme par exemple une épidémie de type COVID-19, ou par une situation identifiée comme force majeure, les Parties conviennent de se rencontrer aux fins de réexamen :

- des conditions financières du présent marché,
- et/ou d'exécution du marché,
- et/ou de prolongation de la durée du marché, et/ou du délai d'exécution des prestations,

en vue des mesures à prendre pour atténuer les effets de ces crises, incluant des modifications des modes opératoires ou des arrêts de prestations. Ces modifications du contrat prendront la forme d'un avenant et devront être négociées, au préalable, entre les parties.

### **3 - Confidentialité et mesures de sécurité**

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS complété par l'annexe 1 à l'acte d'engagement.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS complété par l'annexe 3 à l'acte d'engagement.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

### **4 - Protection des données à caractère personnel**

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

Pour l'exécution du service, objet du présent contrat, le titulaire s'engage à respecter les dispositions stipulées à l'annexe 2 à l'acte d'engagement.

## 5 - Durée et délais d'exécution

### 5.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations

La durée globale prévue pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de 30 mois.

La date prévisionnelle de début des prestations est située semaine 47, le 7 novembre 2025.

### 5.2 - Durée du contrat

La durée du contrat propre à chaque lot est de :

Lot(s)	Délai	Date de début	Date de fin	Précisions
01	24 mois	7/11/2025	Avril 2027	

L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du contrat.

### 5.3 - Délais d'exécution

Les délais d'exécution par phase doivent respecter les échéances suivantes :

N° articles	Phases de la mission	Echéance
22.1	Analyse des besoins	15/12/2026
22.2	Recensement des installations	14/02/2026
22.3	Analyse stratégique et définition du marché renouvelé	10/01/2026
22.4	Planification des prestations	28/02/2026
22.5	Elaboration Dossier de Consultation des Entreprises (DCE)	30/03/ 2026
22.6	Assistance à la passation de la consultation du ou des marchés	A fixer
22.7	Etapes de fin de marché	31/10/2026
22.8	Mise en œuvre du nouveau marché et démarrage opérationnel	30/11/2026

Les modalités de prolongation des délais sont les suivantes :

Les prolongations de délai sont accordées par le pouvoir adjudicateur. Elles font l'objet d'un avenant.

En tranche conditionnelle :

22.9	Bilan d'exécution du marché au terme de la première année (tranche optionnelle)	Avril 2027
------	------------------------------------------------------------------------------------	------------



#### **5.4 - Délais d'exécution des tranches**

Ces délais partent, pour la tranche ferme, à compter de la date de notification du marché et, pour les tranches optionnelles, à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer l'exécution des prestations de la tranche considérée.

## **6 - Prix**

#### **6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués**

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire, décomposé en phase, selon les stipulations de l'acte d'engagement et son annexe de prix.

Le bordereau de prix est décomposé en phases d'exécution et rendus. Chaque phase dont l'exécution est déclarée achevée par le maître d'ouvrage peut faire l'objet d'un paiement.

#### **6.2 - Modalités de variation des prix**

La date d'établissement des prix est la date à laquelle le titulaire a fixé son prix dans l'offre. Cette date permet de définir le "mois zéro".

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient d'actualisation.
- d : mois de début d'exécution des prestations.
- Index (d-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois d diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois d du début d'exécution des prestations soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Les prix sont établis en toute connaissance de l'importance et de la nature des prestations à effectuer, ainsi que de toutes les difficultés et sujétions susceptibles de survenir lors de leur réalisation, et ce de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement. D'une façon générale, ils incluent la totalité des prestations et fournitures nécessaires à la bonne et complète réalisation de l'objet du marché.

Le Titulaire reste responsable de toute erreur dans l'établissement de son prix forfaitaire fixé au titre du contrat et ne peut prétendre, à ce titre, aucune augmentation de celui-ci.

Le manque de prévision du Titulaire dans l'établissement de son prix n'est pas de nature à entraîner la modification du caractère forfaitaire du montant du marché.

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, tous les frais afférents à sa réalisation, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

En ce qui concerne les taxes, celles-ci sont facturées et réglées aux taux en vigueur au jour du règlement.

Lorsqu'une actualisation est effectuée provisoirement en utilisant une valeur d'index antérieure à celle qui doit être appliquée, l'actualisation définitive, calculée sur la base de la valeur finale de l'index correspondant, intervient au plus tard trois mois après la publication de cette valeur.

## **7 - Garanties Financières**

Non concerné

## 8 - Avance

Aucune avance ne sera versée.

## 9 - Modalités de règlement des comptes

### **9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS (facturation mensuelle du 1<sup>er</sup> au dernier jour du mois).

### **9.2 - Présentation des demandes de paiement**

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11.3 du CCAG-FCS et seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, le numéro de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le montant des prestations admises
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- la date de facturation ;

### **Facturation électronique :**

En application des dispositions de l'article L. 2192-3 et L. 2392-3 du code de la commande publique, le titulaire est invité, si possible, à privilégier la transmission des factures sous forme électronique. Nota : le dispositif décrit ci-après peut s'appliquer également à ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct.

Pour ce faire, le titulaire doit utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée mise à sa disposition, le portail public de facturation dénommé « Chorus Pro », dans les conditions définies au présent article. L'application Chorus Pro est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr> Le titulaire est informé que Chorus Pro est le vecteur exclusif de transmission des factures sous forme dématérialisée : toute transmission de factures par un procédé de dématérialisation autre que Chorus Pro, ou toute transmission par Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après, ne sera pas acceptée.

Par suite, en cas de réception d'une facture électronique non adressée via Chorus Pro, La [Nom de l'organisme] informera le titulaire du rejet de sa facture par mail ou par courrier et l'invitera à s'y conformer. En cas de réception d'une facture adressée via Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après ou comportant des informations erronées, l'UGECAM Aquitaine informera le titulaire du rejet de sa facture par message généré via Chorus Pro et l'invitera à réadresser via le portail une facture dûment rectifiée.

Ainsi, le titulaire devra, pour pouvoir déposer ses factures, renseigner les champs suivants dans l'outil :

- Le numéro de SIRET du destinataire de la facture :
  - o Centre de la Tour de Gassies : 423 494 335 00064
- Le code service qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure : SERVICE FACTURIER
- Le numéro d'engagement qui correspond au NUMERO DE MARCHE et NUMERO DE COMMANDE

En cas d'interrogation sur les modalités d'utilisation de ce dispositif, le titulaire pourra consulter:

- le site Communauté Chorus Pro à l'adresse : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
- l'aide en ligne du portail Chorus Pro.

Dans le cas où, l'usage de la facture électronique ne serait pas possible, le titulaire devra transmettre les factures au format papier. Pour ce faire, celles-ci devront être adressées par courrier dans le respect des exigences suivantes. Les factures doivent alors être établies en un original et 1 duplicata et envoyées à l'adresse suivante :

- CENTRE DE LA TOUR DE GASSIES sis Rue de la Tour de Gassies - 33520 BRUGES - Contact : [compta.gassies.ug-aquitaine@ugecam.assurance-maladie.fr](mailto:compta.gassies.ug-aquitaine@ugecam.assurance-maladie.fr)

### **9.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

#### **9.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

#### **9.5 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

La demande de paiement n'est pas une facture. Les factures du sous-traitant sont libellées au nom de l'entrepreneur principal (titulaire) Le titulaire fait apparaître distinctement les prestations sous-traitées dans les documents et décomptes adressés au pouvoir adjudicateur.

### **10 - Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

#### **Notification par le biais du profil d'acheteur**

La notification par le biais du profil d'acheteur d'une décision, observation ou information faisant courir un délai n'est pas prévue.

### **11 - Développement durable**

Le titulaire met en place des dispositions permettant de réduire son empreinte environnementale dans l'exécution des prestations, en tenant compte de l'objet du marché et des résultats attendus : par exemples : dématérialisation des pièces, dématérialisation des échanges... etc.

### **12 - Constatation de l'exécution des prestations**

#### **12.1 - Vérifications**

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

#### **12.2 - Décision après vérification**

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

### **13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle**

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

## 14 – Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 100 € par jour de retard, par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

## 15 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## 16 - Résiliation du contrat

### 16.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

### 16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## 17 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal de Grande Instance de Bordeaux est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## 18 - Dérogations

- L'article 4 du CCP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 5.2 du CCP déroge à l'article 13.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 10 du CCP déroge à l'article 3.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11 du CCP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 14 du CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14 du CCP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14 du CCP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services

## PARTIE 2 – PARTIE TECHNIQUE

### 19 - Contexte

La prestation a pour objet de définir et formaliser le périmètre et les pièces contractuelles dans le cadre du renouvellement du marché multitechnique qui se termine au 31/12/2026.

#### 19.1 – Description du site

Le site couvre une surface construite de 41 218,46 m<sup>2</sup> bâti, dont :

- 34 608.54 m<sup>2</sup> de surface bâti objet maintenu
- 6 609.42 bâti existant non maintenu (voir annexe XX).

#### 19.2 – Périmètre technique couvert

Le périmètre de la maintenance du marché actuel est :

Prestations forfaitaires :

- VRD
- Maintenance technique du bâti
- Portes et portails
- Plomberie Sanitaires
- Balnéothérapie – traitement eau –Piscine
- Fluides médicaux
- Chauffage - Ventilation – Rafraîchissement – Désenfumage
- Courants Forts HT/BT
- Courants faibles
- Groupe électrogène
- Gestion technique Centralisée (GTC)
- SSI – Désenfumage
- Protection incendie
- Cuisine- chambres froides – Buanderie
- DMOA
- Prestations de pilotage et missions générales

Prestations conditionnelles :

- Espaces verts
- Etanchéité – toitures terrasses
- Nettoyage

### **19.3 – Achat d'énergie**

La fourniture d'énergie (gaz et électricité) est réalisée par le biais de marchés nationaux. Elle n'est pas à inclure dans le marché multi technique à renouveler.

## **20 – Compétences attendues**

Le titulaire devra justifier :

- D'une expertise en ingénierie de prestations multi techniques,
- D'une expérience confirmée en passation de marchés et en assistance à la maîtrise d'ouvrage dans le milieu sanitaire ;
- D'une connaissance des contraintes réglementaires liées aux établissements recevant du public (ERP) de type U (établissements de santé).

## **21 – Obligations du maître de l'ouvrage**

Le maître d'ouvrage remet au titulaire le marché actuel au titulaire.

Il s'assure que le titulaire, ou ses collaborateurs, puissent avoir un accès aux locaux objet du présent marché.

Le maître d'ouvrage veille à mettre à disposition les pièces d'exécution du marché à renouveler.

## **22 – le contenu de la mission**

La mission pourra faire l'objet de réunions sur site ou en visioconférence, à la convenance du maître d'ouvrage. Les réunions feront l'objet d'un compte rendu réalisé par le titulaire.

Le titulaire remettra un calendrier prévisionnel d'intervention qui fera l'objet d'échanges lors de la réunion préparatoire et d'une validation du maître d'ouvrage.

Une réunion de démarrage est fixée pour programmer les modalités d'exécution des différentes phases et ajuster le calendrier d'intervention. Elle programme, notamment, les diverses réunions de conduite de la mission.

Le marché multi technique à renouveler a pour objectifs, notamment, de répondre aux axes suivants :

- De l'analyse des besoins de maintenance et du niveau de maintenance pertinents ;

- De définition du niveau de performance technique et des modalités de suivi ;
- L'évolutivité dans le temps du périmètre technique compris dans le marché multi technique ;
- De maîtrise des coûts, de la mise en œuvre de mécanisme de pilotage de la réalisation de la prestation ;
- D'amélioration de la performance énergétique du site ;
- D'amélioration de la qualité de service, de la continuité de service et du pilotage ;
- De la planification annuelle des actions de maintenance, avec la définition des périodes de préparation aux interventions liées à la planification ;
- Du choix d'un système de pilotage partagé entre le titulaire et le maître d'ouvrage : qualité de la GMAO proposé (accès client, facilité des levées d'intervention, reporting automatisé).

L'Assistant à la Maîtrise d'ouvrage réalise le ou les DCE (Marché à renouveler, autres marchés techniques pour une consultation directe – CCTP et annexes) et assiste l'UGECAM Aquitaine dans toutes les phases de la consultation, jusqu'à mise en œuvre du marché.

### **22.1 Analyse des besoins**

L'analyse des besoins ressort des études et audits suivants :

- Analyse du marché actuel et évaluation des prestations réalisées, recueil des données ;
- Recensement des besoins des services utilisateurs ;
- Etat des lieux des installations (état des installations) et préconisation d'évolution des installations ;
- Recensement des contraintes réglementaires, fonctionnelles et techniques ;

### **22.2 – Recensement des installations :**

- Réalisation d'un audit technique ;
- Elaboration d'un inventaire détaillé des équipements et installations (cadre des données à valider) ;
- Cartographie des sites concernés ;
- Evolution des installations et préconisation pour projeter un plan d'investissement et de performance énergétiques.

Les inventaires techniques sont en fichier Excel permettant la mise à jour.

### **22.3 – Elaboration de la stratégie de renouvellement**

- Définition et arbitrage du périmètre technique de la maintenance et modalités de mise en concurrence (scénarios possibles) ;
- Définition des objectifs du nouveau marché, niveaux de performance attendue ;
- Proposition de scénarii (durée, forfaitaire, PFI, intéressement, etc.../ Ces préconisations doivent être argumentées et chiffrées ) ;
- Analyse des coûts et définition des indicateurs de performance.

### **22.4 – Planification de la prestation de maintenance**

- Planification des temps de travaux à programmer maintenance (maintenance programmer, réparation, changement ...) ;
- Plan d'investissement des travaux d'amélioration énergétique, remplacement sur la durée du marché (travaux classés selon les performances énergétiques attendus) ;
- Plan de maintenance sur une année type.



D'autres outils de planification, de programmation peuvent être défini pour la conduite du marché renouvelé.

### **22.5 – Elaboration du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) :**

Elaboration du DCE :

- Programme de rédaction du marché renouvelé : recensement des clauses, structure de bordereau de prix, structure de paiement, programmation des interventions, annexes ... etc.
- Comitologie, pilotage du marché et des prestations ;
- CCAP, CCTP, Acte d'engagement, annexes, cadre de réponse, etc. L'acte d'engagement permettant d'individualiser le segment technique de maintenance et le prix rattaché au poste technique décrit au marché ;
- Participation à la définition des critères d'analyse des offres.

### **22.6 – Assistance à la passation de la consultation du marché ou des marchés**

- Assistance dans la phase de publicité, questions/réponses (dans un délai maximum de 2 jours), analyse des offres techniques et financières ;
- Rédaction du rapport d'analyse technique ;
- S'il y a lieu, aide à la négociation.
- Il assiste le maître d'ouvrage dans les mises au point.

### **22.7 – Etapes de fin de marché**

- Assistance à l'état des lieux contradictoire de sortie
- Bilan d'exécution du marché comprenant un état détaillé des prestations non réalisées au terme du marché ;
- Gestion de la phase de réclamation auprès de titulaire sortant ;
- Réalisation du bilan financier de fin de marché.

### **22.8 – Mise en œuvre du nouveau marché et démarrage opérationnelle**

- Assistance à l'état des lieux contradictoire d'entrée. Cet état des lieux est réalisé avant l'état des lieux de sortie du titulaire du marché terminé (liste détaillée des observations et remarque du titulaire du marché renouvelé).
- Gestion de la phase d'entrée du nouveau titulaire ;
- Vérification des documents remis par le titulaire dans le cadre du marché ;
- Assistance à la première réunion de pilotage et émission d'un rapport de démarrage.

### **22.9 – Tranche conditionnelle : Bilan d'exécution du marché au terme de la première année**

- Appui aux réunions de pilotage du titulaire année 1 ;
- Bilan d'exécution de l'année 1 et préconisations.
- Assistance aux réunions de pilotage de l'année 1 (compte rendu opérationnel d'actions à mener), hormis la première réunion de pilotage.

## 23 – Les phases de la mission – rendus - délais

La mission de l'Assistant à la maîtrise d'ouvrage comprend les phases suivantes :

N° articles	Phases de la mission	Rendus	Dates
22.1	Analyse des besoins	Rapport état des lieux et audit d'exécution du marché Etat des contraintes réglementaires, fonctionnelle et technique	15/12/2026
22.2	Recensement des installations	Audit technique des installations  Inventaire technique détaillé des équipements et installations (Excel)	14/02/2026
22.3	Analyse stratégique et définition du marché renouvelé	Scénario de définition des paramètres techniques, Programme du cadre de rédaction du marché renouvelé Niveaux de performance	10/01/2026
22.4	Planification des prestations	Elaboration du plan de maintenance annexe du marché (excel, word)	28/02/2026
22.5	Elaboration Dossier de Consultation des Entreprises (DCE)	DCE	30/03/2026
22.6	Assistance à la passation de la consultation du ou des marchés	Réponses aux questions des candidats Rapport d'analyse des offres techniques et financières	A fixer
22.7	Etapes de fin de marché	Rapport : détail des prestations non réalisées (et le coût) ; bilan financier du marché Etat des lieux de sortie	31/10/2026
22.8	Mise en œuvre du nouveau marché et démarrage opérationnel	Etat des lieux d'entrée Rapport de démarrage	30/11/2026
22.9	Bilan d'exécution du marché au terme de la première année (tranche optionnelle)	Bilan d'exécution de l'année 1 Comptes rendus opérationnel d'actions à mener	30/01/2027

## 24 - Clauses complémentaires

### **24.1 - Communications réglementaires**

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par le pouvoir adjudicateur, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi le Pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

### **24.2 - Clause de divisibilité**

Si l'une des clauses du présent marché était contraire à une loi d'ordre public nationale ou internationale, seule la clause en question est annulée, le marché demeurant valable pour le surplus. Dans ce cas, les parties négocient de bonne foi la rédaction d'une nouvelle clause destinée à remplacer celle qui était nulle.

### **24.3 - Notification par le biais du profil d'acheteur**

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Toutefois, le pouvoir adjudicateur prévoit d'utiliser principalement les formes suivantes :

- remise en main propre contre récépissé daté signé
- échanges dématérialisés par mail à l'adresse mentionnée à l'acte d'engagement. Le titulaire devra en accuser réception par retour de mail dans les 48h A défaut la date de réception sera prise comme étant le jour ouvrable suivant la date d'envoi du mail
- en cas de besoin, lettre recommandée avec accusé de réception

## 25 - Règlement des litiges et langues

### **25.1 - Règlement à l'amiable des différends**

Le pouvoir adjudicateur et le Titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution de celui-ci.

En première intention, les parties conviennent, qu'en cas de survenance d'un litige, ou d'un désaccord se rapportant au présent marché, de se rencontrer pour essayer de trouver une solution amiable.

Tout différend entre le Titulaire et le pouvoir adjudicateur doit faire l'objet, de la part du Titulaire, d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Ce mémoire doit être communiqué au pouvoir adjudicateur dans le délai d'un (1) mois courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion. Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai d'un (1) mois courant à compter de la réception du mémoire en réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

### **25.2 - Règlement judiciaire des différends**

En cas de litige, seul le Tribunal Judiciaire de Bordeaux est compétent en la matière.

### **25.3 - Langues**

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.